



**VALORISATION DE LA CONTRIBUTION DE LA DIASPORA  
MALIENNE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL : CAS DU  
CODEVELOPPEMENT**

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU  
MASTER 2 EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET  
DES ORGANISATIONS  
OPTION : MANAGEMENT STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL (M2 MSO)**

Présenté par

**Oumarou Alfarouk HOUSSEINI**

**Travaux dirigés par : Prénom NOM**

Titre ( Enseignant, Chercheur, Dr ...)

UTER ----

*Jury d'évaluation du stage :*

Président : Prénom NOM

Membres et correcteurs : Prénom NOM  
Prénom NOM  
Prénom NOM

**Promotion 2015/2016**

## **i. CITATIONS**

« Les bonnes idées sortent plus souvent d'un garage que d'un conseil d'administration. »

Stone

« Lorsque tu fais quelque chose, sache que tu as contre toi ceux qui veulent faire la même chose, ceux qui veulent faire le contraire et l'immense majorité de ceux qui ne veulent rien faire. »

Confucius

## **ii. Remerciements/ Dédicace**

A l'issue de ce travail de fin d'étude, nous tenons tout d'abord à remercier Dieu le tout puissant et miséricordieux, qui nous a donné la force et la patience d'accomplir ce modeste travail.

En second lieu, nous tenons à remercier Monsieur le Directeur Général de l'Ecole 2iE ainsi que tout le corps professoral pour leur accompagnement et assistance au cours de cette formation. Nous tenons également à remercier le chef de la Cellule Technique du Codéveloppement, tout le personnel du CODEV et les responsables des collectivités territoriales partenaires du CODEV pour leur précieux appui conseil dans l'accomplissement de ce travail.

Nos vifs remerciements s'étendent aussi aux membres du jury pour l'intérêt qu'ils ont porté en acceptant d'examiner et d'enrichir les résultats de ces travaux.

Nos vifs remerciements s'adressent également à notre épouse et nos enfants pour leur patience et leur appui moral.

### **iii. Résumé**

L'évaluation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local est une stratégie du Gouvernement Malien pour mieux impliquer les maliens issus de la diaspora. Il faut noter que la diaspora malienne est détentrice de ressources inestimables dont le pays a besoin dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Depuis l'adoption de la PONAM en 2014, la problématique de l'implication de la diaspora malienne dans le développement local est de plus en plus récurrente. C'est donc à juste titre que le thème du présent mémoire porte sur la valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : le cas du Codéveloppement.

L'étude a mis en évidence le rôle de la diaspora dans la réalisation des différents projets et dans le suivi de la mise en œuvre des projets dans les secteurs de la santé, de l'économie, de l'éducation, de l'hygiène et de l'assainissement ; de l'hydraulique et du désenclavement.

Ces aspects positifs ne doivent pas nous empêcher d'évoquer les difficultés liées à la faiblesse du pouvoir d'achat des maliens de la diaspora à cause de la conjoncture internationale qui plombe l'apport des migrants et qui nécessite d'imaginer d'autres alternatives pour une bonne prise en compte des migrants dans le processus de développement local.

Au cours de cette étude, il a été aussi fait cas de certaines expériences notamment marocaines qui expérimentent les mêmes initiatives que le Mali.

#### **Mots Clés :**

---

**1- Contribution**

**2- Diaspora**

**3- Développement**

**4 - Codéveloppement**

**5 - Expérience**

## ABSTRACT

The evaluation of the Malian diaspora contribution in the local development is a strategy of the Malian Government to better involve the Malians from the diaspora. The Malian diaspora has priceless resources that the country needs to improve people's living conditions.

Since the adoption of « PONAM. » in 2014, the issue of involving the Malian diaspora in the local development is more and more recurring. That's why the theme of the present memoire is about the valorization of the Malian diaspora contribution in the local development: the case of co-development.

The study highlighted the role of the diaspora in the fulfilment of different projects and in the follow up of projects implementation in the fields of health, economics, education, hygiene, sanitation, hydraulics and development.

Despite these positive aspects, there are some difficulties due to the low purchase power of the Malian Diaspora because of the international economic situation which increase the migrants' contribution and require other alternatives to take into account migrants in the local development process.

During this study, we refer to other experiences namely the Moroccan case which is experimenting the same initiatives like Mali.

**Key words:**

---

**1 – Contribution**

**2 - Diaspora**

**3 - Development**

**4- Co-development**

**5 -Expérience**

## **iv. Liste des abréviations**

<b>ACAD</b>	Association de Coopération entre Acteurs du développement
<b>ADM</b>	Association de la diaspora de Melga
<b>AEP</b>	Adduction d'eau potable
<b>AP</b>	Appel à Propositions
<b>APD</b>	Aide Publique au Développement
<b>ARDF</b>	Association de la diaspora de la commune de Dougouwolowila en France
<b>ARMVMSF</b>	Association des Ressortissants Maliens du village de Mountan Soninké en France
<b>ASACO</b>	Association
<b>ASACOMM</b>	l'Association des Travailleurs de Séfétô Résidents en France (ATRSF) : Madihawaya Moussala
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CODEV</b>	Codéveloppement
<b>CSCOM</b>	Centre de Santé Communautaire
<b>CTC</b>	Cellule Technique du Codéveloppement
<b>FORIM</b>	Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
<b>MPDL</b>	Mouvement pour la Paix le Désarmement et la Liberté
<b>MRE</b>	Marocains résidents à l'étranger
<b>NTIC</b>	Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OSIM</b>	Organisation de solidarité internationale issue de l'immigration
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PONAM</b>	Politique nationale de migration
<b>PAC</b>	Projet d'Appui au Codéveloppement
<b>UE</b>	Union Européenne

## Sommaire

<i>I. Introduction</i> .....	3
<i>II. Objectifs et Hypothèse d'étude</i> .....	5
<i>III. Matériels et Méthodes</i> .....	6
<i>IV. Résultats</i> .....	8
<i>V. Discussion et Analyses</i> .....	26
<i>VI. Conclusions</i> .....	30
<i>VII. Annexes</i> .....	33

## **LISTE DES TABLEAUX**

**Tableau n°1** : Echantillon de projets identifiés

## **LISTE DES FIGURES**

**Figure n°1** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de l'éducation

**Figure n°2** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de la santé

**Figure n°3** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de l'hydraulique

**Figure n°4** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur du désenclavement

**Figure n°5** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur économique

## **I. INTRODUCTION**

---

L'implication de la diaspora dans le développement des zones d'origine des migrants n'est certainement pas une idée nouvelle au Mali. En effet, historiquement, le Mali est un grand pays d'émigration. On parle généralement de 4 millions de maliens vivants à l'extérieur. L'Europe en abrite officiellement plus de 150 000 dont près de la moitié en France.

Au fil des siècles, on est passé, d'une migration d'opportunité à une migration de nécessité, de migrations circulaires de courts séjours à des migrations d'installation sur du long terme.

La contribution financière de la diaspora Malienne représente près de 80% de l'Aide Publique au Développement (APD) du Mali ; selon la Banque Africaine de Développement (BAD, 2007), et mobilise de plus en plus d'acteurs de développement et renouvelle leurs stratégies d'intervention pour contribuer à la valorisation du capital humain, financier et technique de cette diaspora malienne, pour le développement socio-économique du Mali.

Il serait trop ambitieux, dans le cadre de ce travail, d'espérer cerner toutes les questions concernant les attitudes des Maliens de la diaspora sur les difficultés de payement de la contribution financière dans le cadre des projets de codéveloppement.

Mon intérêt pour le thème réside dans le fait que je suis le gestionnaire comptable de la Cellule Technique du Codéveloppement et je souhaite comprendre le processus de mobilisation de la contribution financière de la diaspora malienne.

Ainsi, le Codéveloppement au Mali, en s'attachant à mieux connaître et à diffuser les actions de développement impliquant la diaspora malienne, cherche à faciliter leur reconnaissance comme de véritables acteurs de développement.

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

Notre étude se focalisera sur quelques dimensions relatives à l'organisation de la participation de la diaspora au Codéveloppement, à savoir :

- L'information pour la participation
- La collecte des fonds
- La mise à disposition du fonds au codéveloppement
- La participation des représentants de la diaspora au processus de mise en œuvre.

### **1.1. Problématique**

C'est à partir de 2002, à la suite de la signature d'une Convention de Financement des actions de Codéveloppement entre le Mali et la France, qu'une expérimentation des outils d'accompagnement des migrants a été conduite par la Cellule Technique de Codéveloppement.

La notion de Codéveloppement, définie comme la valorisation des compétences techniques et financières de la diaspora malienne pour le développement de leur zone de départ, tient son origine des premiers départs des migrants, en particulier des populations « Soninké » de la Région de Kayes dans les années 50-60. Leurs pratiques solidaires relèvent de comportements inscrits dans leur démarche migratoire par la nécessité économique de faire vivre leur famille au Mali. Cette pression sociale les a incités à investir dans leur pays de manière individuelle, à travers la rente mensuelle versée à leur famille, ou collective, à travers le cofinancement de projets de développement en direction des villages d'origine, dans les secteurs prioritaires de l'éducation, de la santé et de l'approvisionnement en eau potable.

L'implication de la diaspora malienne dans le développement du Mali n'a cessé d'évoluer et a donné au Codéveloppement une dimension didactique, permettant de l'envisager comme étant un vecteur de développement du Mali agissant sur des membres de la diaspora en Europe et des élus locaux au Mali.

Ainsi, la Cellule Technique de Codéveloppement, placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie et des Finances, a mis en œuvre entre 2003 et 2009, deux Phases du Projet Franco malien de Codéveloppement. De 2009 à 2015 la Cellule technique du Codéveloppement a mis en œuvre ; dans le cadre de la convention de financement de l'UE des projets d'Investissements productifs/épargne pour le développement des zones d'origine des migrants. Il a pu donner un

contenu concret à la politique de Codéveloppement désormais connue, reconnue et inspirant au-delà du caractère bilatéral « toute action d'aide au développement à laquelle participe des migrants ».

Cependant au cours de la mise en œuvre de la convention de financement de l'UE pendant la période 2009-2015, de nouveaux critères sont apparus. Parmi ces critères, la participation financière de la diaspora à hauteur de 25 % de la subvention demandée est requise pour toute demande de financement. Justement, le paiement de la contribution financière de la diaspora est parfois rendu difficile. L'on se pose alors la question de savoir les raisons qui sont à l'origine des difficultés de mobilisation des contributions financières de la diaspora.

## **1.2. Question de Recherche**

Dans ce contexte bien particulier, de multiples questions peuvent être posées quant à l'attitude des migrants :

- Les montants des contributions demandées sont-ils élevés ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées par les relais (FORIM, MPDL, Associations de la diaspora) de sensibilisation dans les pays d'accueil ?
- La contribution financière de la diaspora au codéveloppement est-elle comprise ?

## **II. OBJECTIFS ET HYPOTHESE D'ETUDE**

---

### **2.1. Objectif global :**

Valoriser les initiatives de la diaspora malienne en matière de développement local

### **2.2. Objectifs spécifiques :**

- Déterminer le rôle de la diaspora dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des différents projets
- Présenter une analyse des résultats à court et moyen terme de la contribution de la diaspora dans le développement local
- Présenter les contraintes et difficultés de cette intervention de la diaspora

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

- Formuler des recommandations pour la Cellule Technique du Codéveloppement (CTC) afin de renforcer la contribution de la diaspora dans le développement local,

### 2.3. Hypothèses

- Les montants des contributions demandées sont élevés vu le contexte de la crise économique que traversent les pays d'accueil depuis 2008 ;
- Les relais (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM), Mouvement pour la Paix le Désarmement et la Liberté (MPDL), Associations de la diaspora) rencontrent des difficultés dans la sensibilisation et la mobilisation des ressources humaines compétentes ;
- La contribution financière de la diaspora au Codéveloppement n'est pas comprise par les migrants.

## III. MATERIELS ET METHODES

---

### 3.1. Approche méthodologique

La démarche méthodologique pour conduire cette recherche a porté sur :

- **Une phase préparatoire de présentation de l'objet de l'étude à la Cellule Technique de Codéveloppement (CTC) :**

Cette phase préparatoire a permis de faire un inventaire de l'existant et des entretiens auprès de la CTC et ses partenaires notamment les collectivités Territoriales Décentralisées, les bénéficiaires et certaines Associations de la Diaspora.

Ces différents entretiens ont été suivis de la définition des critères d'analyse et de planification du travail du terrain (entretiens et visites de terrain).

Au cours de cette phase, un guide de conduite des entretiens a été élaboré pour chaque catégorie d'acteur (la Cellule Technique de Codéveloppement, les bénéficiaires, les associations de la diaspora et les collectivités territoriales Décentralisées)

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

- **Une phase d'entretiens et de visites des réalisations.**

Les entretiens ont été menés en deux étapes.

Une première étape a été faite avec les responsables des projets et a permis de collecter les informations auprès des acteurs au Mali et autres partenaires impliqués dans les projets analysés et cofinancés par la diaspora.

Une deuxième étape a permis de faire des entretiens complémentaires avec la diaspora malienne installée à l'extérieur à travers les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et les séjours.

- **La phase d'analyse des données collectées :**

A la suite de ces différents entretiens, il a été procédé à l'analyse des données collectées.

- Une phase de rédaction du rapport pour sa présentation

A la suite de la collecte et de l'analyse des résultats obtenus il a été procédé à la rédaction du rapport en vue de sa présentation.

### **3.2. Outils**

Les outils utilisés pour cette recherche sont les suivants :

- Grille d'observation
- Guide d'entretien

Il faut noter que ces deux outils ont été très complémentaires dans la recherche de l'information et la triangulation pour infirmer ou consolider des faits.

## IV. RESULTATS

L'analyse des informations obtenues à la suite des entretiens avec les différents acteurs et des visites des certaines réalisations, a permis d'aboutir aux résultats suivants.

### 4.1. Rôle de la diaspora dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des projets :

Ici il s'agit de vérifier et de mettre en évidence les attributions de la diaspora dans la réalisation des projets à la suite de leur implication aux cotés des collectivités territoriales locales.

Il faut rappeler à cet effet que ces actions sont la résultante d'une évolution majeure de la décentralisation de 1992 qui s'est concrétisée par une série d'évolutions significatives sur les plans juridique, administratif, institutionnel, politique et socioéconomique. Le document cadre de la politique nationale de Décentralisation de 2006 stipule que les populations assurent, à travers les organes élus des collectivités territoriales, la définition des priorités, la programmation et la réalisation des actions de développement économique social et culturel, parallèlement aux réalisations des départements sectoriels de la Santé, de l'Education, de l'Hydraulique, du développement social et de certains partenaires techniques et financiers.

L'échantillon identifié est composé des 12 projets qui sont consignés dans le tableau suivant :

**Tableau n°1** : Echantillon de projets identifiés (Source : Documentation Codéveloppement)

Domaines	Projet retenu	Localisation	Programme
Education	1- Ecole de Melga	Melga, commune de Djélébou	AP3
	2- Jardin d'enfants de Koniakary	Koniakary, commune de Koniakary	AP2
Santé	3- Maternité de Séféto ouest	Séféto, commune Séfeto ouest	FSP 2
	4- Mutualité à Madihawayamoussala	Madihawayamoussala, commune d'Oussoubidiagna	AP2
	5- CSCOM de Dialaka	Dialaka, commune de Tringamarena	FSP 2
Hydraulique	6- Réseau AEP de Makana	Makana, commune de Guidimé	FSP 2
	7- Adduction d'eau de Sélifely	Sélifely, commune du Sahel	AP3
Economie	8- Géobéton à Siby	Siby, commune de Siby	AP1
	9- Maraîchage à Dougouwolowila	5 Villages, commune de Duguwolowila	AP2
	10- Barrage de Bougoutintin Balandougou	Bougoutintin Balandougou, commune de Lakamané	AP2
Désenclavement	11- Piste rurale de Kembé	Kembé, commune de Diakon	FSP 2
	12- Piste rurale de Soninké Mountan	Soninké Mountan, commune de Fatao	AP2

#### **4.1.1 Le secteur de l'éducation**

Ce secteur a concerné deux projets, notamment le second cycle de Melga et le jardin d'enfants de koniakary.

##### **4.1.1.1 Le second cycle de Melga :**

Ce projet est localisé dans la commune de Djélébou, cercle de Kayes, région de Kayes et avec comme objectif d'améliorer les conditions d'études et de travail par la construction d'un second cycle, d'un bloc de direction, d'un bloc de latrine et d'un bloc de logement pour les enseignants. L'infrastructure a aussi été dotée d'équipement pour l'électrification solaire. Le projet a été réalisé de Janvier 2013 à Février 2014 avec un budget : 38 612 628 FCFA.

- **Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

Les migrants ont joué un rôle primordial. Etant à l'initiative du projet, en plus de la mobilisation des partenaires techniques et financiers, la diaspora a participé à toutes les étapes du projet à travers un ou plusieurs représentants.

- **Dans le suivi du projet :**

Présence de retraités ou de vacanciers qui mobilisent les populations pour l'amélioration du niveau de fréquentation au second cycle surtout au niveau des filles.

- **Résultats :**

Un second cycle est mis en place et a permis de mettre fin à la déperdition scolaire entre le 1<sup>er</sup> cycle et le 2<sup>d</sup> cycle. Les conditions de travail sont améliorées pour les enseignants et les élèves. Ce projet a été soutenu par l'association de la diaspora de Melga en France (ADM), créée en 1987, Elle regroupe près de 200 adhérents en France.

L'association a participé au financement des écoles du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> cycle, de la construction du logement des enseignants, du centre secondaire de santé. Elle a aussi participé au creusement de puits, à la mise en place d'un atelier de tissage de grillage et à la construction du marché hebdomadaire de Melga. L'association mobilise surtout ses fonds propres et profite des opportunités de financement sur place au Mali.

##### **4.1.1.2 Le jardin d'enfants de koniakary :**

Le projet est situé dans la commune de Koniakary, cercle de Kayes, région de Kayes. Il a pour

objectif de contribuer à la promotion de l'éducation préscolaire dans le but de faciliter la scolarisation et l'intégration des enfants de 3 à 6 ans. Il a été réalisé d'octobre 2011 à septembre 2012 avec un budget de 41 179 228 FCFA.

- **Le rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

La diaspora à travers Endam Djombougou a été codemandeur du projet. A ce titre, elle a participé à l'instruction du projet, à la mobilisation des partenaires extérieurs pour accompagner le projet, elle a mobilisé les ressortissants du village pour le paiement des cotisations. Il faut noter que l'association est bien structurée et sa mobilisation pour le développement local est constante. En outre, elle fait preuve d'une coordination efficace des activités des différentes associations de la diaspora de Koniakary à travers le monde. Cette coordination est un relais efficace entre les migrants, la mairie et les autres acteurs locaux pour le maintien d'un climat de confiance.

- **Dans le suivi du projet :**

On note ici la mise en place d'un cadre de concertation avec la diaspora pour planifier, évaluer les actions de développement et cadrer les interventions dans le développement de la commune.

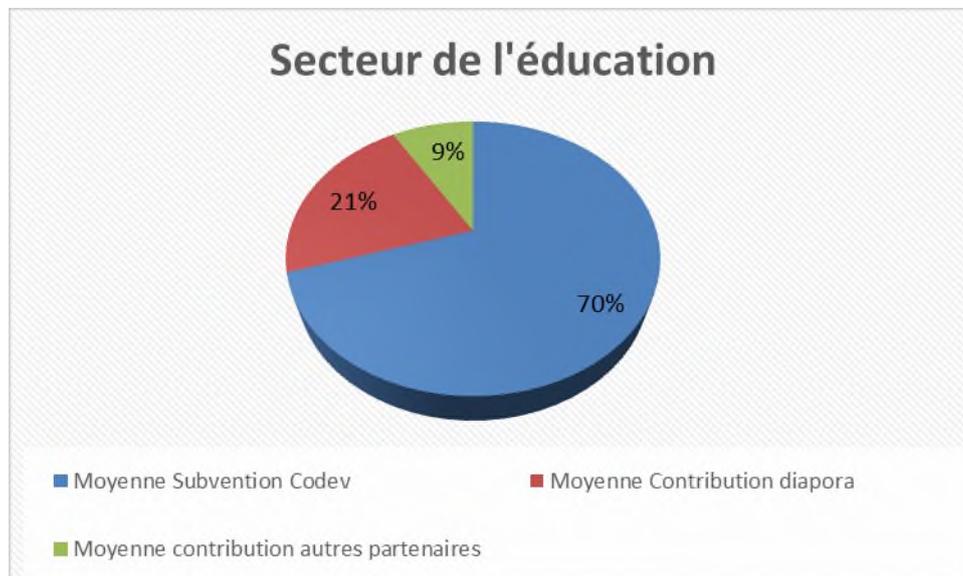
- **Résultats :**

L'école est entièrement construite dans le respect des prescriptions techniques, la qualité des apprentissages est améliorée par la formation du personnel et l'équipement. Un cadre participatif est mis en place autour du jardin d'enfants. Le niveau de fréquentation au préscolaire est nettement amélioré (plus de 30 enfants par salle de classe). La dynamique autour du jardin d'enfants influe positivement sur les rapports entre les différentes parties : Etat, diaspora, populations, Codéveloppement.

Ce projet a été soutenu par l'association de la diaspora de Koniakary en France dénommé « Endam Djombougou, section de France. L'association intervient dans tous les domaines du développement socio-économique du village. Elle a participé au financement du centre d'accueil, de l'aménagement et équipement d'un périmètre maraicher, de la réhabilitation du siège de la mairie, de la construction et l'équipement de la salle de délibération de la Mairie.

Son principal partenaire à l'extérieur est la commune de Villetaneuse en France.

**Figure n°1** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de l'éducation



Selon cet histogramme la répartition des contributions se présente comme suit

70 % des contributions ont été apportées par la subvention de la cellule technique de Codéveloppement ; 21% mises à disposition par la diaspora et 9% apportées par d'autres partenaires.

Il apparait de toute évidence que la principale contribution demeure la subvention apportée par la CTC et la deuxième contribution est apportée par la diaspora. Loin de minimiser l'apport des collectivités locales, il faut tout de même constater qu'il n'est pas suffisamment mis en évidence.

#### **4.1.2 Le secteur de la santé**

Dans le secteur de la santé les projets identifiés portent sur le CSCOM de Dialaka, la maternité de Séféto Ouest et la mutuelle de santé de Madihawaya-Moussala.

##### **4.1.2.1 Le CSCOM de Dialaka**

Ce projet est localisé dans la commune rurale de Tringa, cercle de Kayes, région de Kayes.

Son objectif est de rapprocher les services de santé de la population et d'améliorer les conditions de vie des usagers.

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

Le projet a été réalisé en 2009 avec un budget total de 30 770 938 FCFA

- **Le rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

La diaspora a été régulièrement informée sur l'évolution des travaux du projet et a pris en charge les coûts supplémentaires liés aux améliorations en cours des travaux. La diaspora a été présente lors de l'inauguration du CSCOM.

- **Dans le suivi du projet :**

La diaspora a fait régulièrement des propositions d'amélioration du mode de gestion du comité de gestion et de l'ASACO. Elle intervient aussi auprès des Services Techniques en relation avec l'accompagnement que l'Etat apporte au CSCOM.

- **Résultats obtenus :**

Le CSCOM a été réalisé à 100% et les équipements ont été acquis. Les populations ont accès aux soins de santé de proximité. Grâce à la présence du CSCOM dans le village, les conditions de vie des populations ont été améliorées. Le projet de CSCOM est la continuité de plusieurs actions déjà réussies par la diaspora et les populations. Parmi ces actions il y a l'école, la Plateforme multifonctionnelle et l'Adduction d'Eau Potable (AEP).

#### **4.1.2.2 La maternité de Séféto ouest**

Le projet de construction de la maternité est une initiative de l'Association des Travailleurs de Séféto Résidents en France (ATRSF). Il est localisé dans la commune rurale de Séféto Ouest du cercle de Kita dans la région de Kayes. Le projet vise à améliorer la couverture sanitaire de la commune et promouvoir l'assainissement. La maternité a été réalisée en 2009 avec un budget de 28 371 390 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet.**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

La Diaspora est très engagée pour le développement local. Elle bénéficie d'une bonne structuration et sa mobilisation pour le développement local est constante chaque fois qu'elle est sollicitée.

- **Dans le suivi du projet :**

La diaspora a fait le suivi à distance du fonctionnement du CSCOM et pendant les vacances des responsables de l'association de la diaspora auprès du comité de gestion ou de l'ASACO.de la commune.

- **Résultats obtenus :**

La maternité a été réalisée à 100%. Elle est normalement équipée et actuellement fonctionnelle. Il y a eu une augmentation de la fréquentation et une grande amélioration de l'accès aux soins de santé de la population. La diaspora a contribué financièrement à la réalisation du CSCOM en 2000.

#### **4.1.2.3 La mutuelle de santé de Madihawaya-Moussala**

Le Projet est situé dans la commune rurale d'Oussoubidiagna dans le cercle de Bafoulabé et la région de Kayes. L'objectif du projet est d'améliorer l'état de santé de la population sur l'aire de santé de Madihawaya Moussala. Le projet a été réalisé d'Octobre 2011 à Novembre 2012 avec un budget de 42 857 247 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

Au démarrage du projet, les migrants se sont mobilisés pour envoyer un des leurs dans le cadre des missions de la diaspora prévues et prises en charge par le projet.

Cette visite a eu pour effet de renforcer la confiance de la diaspora dans le projet. Ainsi elle a ensuite mobilisé les ressources de ses membres pour la mise en place de la mutuelle à travers un système de cotisation et d'inscription volontaire des membres de sa famille par le migrant. Après la mise en place des contributions, la diaspora a contacté des partenaires français spécialisés dans la mise en place et le pilotage de systèmes mutualistes. Elle a renforcé ses compétences pour mieux accompagner les responsables de l'ASACOMM dans la formalisation de la mutualité sur le terrain (dans le village de Madihawaya Moussala).

- **Dans le suivi du projet :**

A la fin du projet CODEV, la diaspora a continué son appui technique et financier à l'ASACOMM. Cet appui a consisté à envoyer une expertise technique française sur le terrain pour aider à l'opérationnalisation de la mutualité, le recrutement et la prise en charge partielle du salaire du médecin de l'ASACOMM et les actions de sensibilisations des populations pour leur adhésion à la mutuelle.

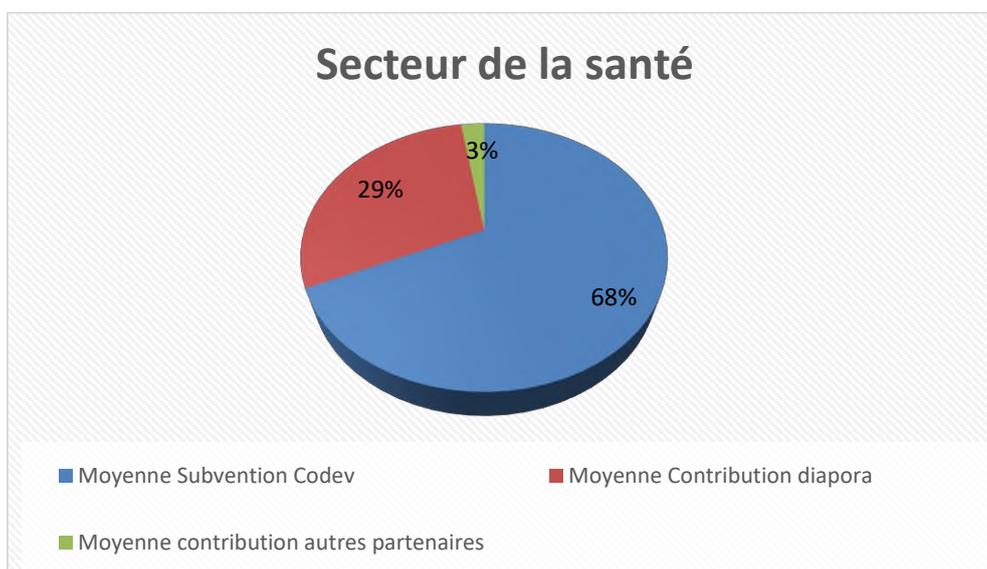
De même, à la fin du projet CODEV, la diaspora a procédé à la rénovation du bâtiment du CSCOMM à ses frais.

Aujourd'hui, la diaspora représente le garant du système mutualiste mis en place à Madihawaya.

- **Résultats obtenus :**

Le CSCOM a été réhabilité, la mutuelle est fonctionnelle. Le niveau de fréquentation du CSCOM est en nette augmentation. La diaspora poursuit ses appuis dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'hydraulique : CSCOM, école, adduction d'eau.

**Figure n°2** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de la santé



D'après l'histogramme ci-dessus, la subvention apportée par la CTC, dans le cadre de l'exécution des projets de santé représente 68% du budget. La contribution apportée par la diaspora représente 29% et seulement 3% du montant ont été apportés par autres partenaires.

#### **4.1.3 Le secteur de l'hydraulique**

Le secteur de l'hydraulique au Mali est en pleine mutation, en particulier pour les centres ruraux et semi urbains équipés d'adduction d'eau potable (AEP). Une véritable réforme a été opérée. Elle a pour objet de redéfinir le rôle de chacun des acteurs et de définir de nouvelles règles du jeu afin de pérenniser les investissements réalisés.

La stratégie pour le sous-secteur de l'eau potable dans les centres ruraux et semi urbains adoptée par le gouvernement en janvier 1997, suite à une concertation nationale des acteurs de l'hydraulique met l'accent sur porte sur la définition des responsabilités des acteurs par des relations contractuelles ; la concertation à tous les niveaux, et en particulier avec les femmes ; les actions visant la viabilité des systèmes et adapter les missions des services de l'Etat à la

décentralisation.. Le développement d'outils et de service d'appui à la gestion et d'audit (service payant) peut être considéré comme une véritable révolution. C'est à la faveur de ces avancées que les projets suivants ont vu le jour

#### **4.1.3.1 L'Adduction d'Eau Potable (AEP) de Makana**

Le système d'AEP est situé dans la commune de Guidimé, cercle de Yélimané, région de Kayes. L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de santé et la qualité de vie des populations à travers la mise à disposition de l'eau potable. Le projet a été réalisé en 2009 avec un budget de 45 672 495 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**
  - **Dans la mise en œuvre du projet :**

La diaspora à travers l'Association pour le Développement de Makana Guidimé en France (ADMGF) a mobilisé différents partenaires financiers et techniques autour du projet en plus de la mobilisation de leur quote-part. La diaspora a été présente physiquement au moment de la réalisation des travaux.

- **Dans le suivi des projets :**

A la fin des travaux, la diaspora a maintenu les liens avec les partenaires techniques impliqués (direction régionale de l'hydraulique, les 2 AEP), avec la commune. Elle a surtout insisté et participé (financièrement) aux activités de renforcement des capacités du comité de gestion d'eau de Makana.

- **Résultats :**

Le système d'AEP a été réalisé et les populations se réjouissent de la disponibilité de l'eau potable et facile d'accès. Il faut aussi noter la présence d'une association d'usagers capable de gérer le service de l'eau et se prendre en charge. La bonne gestion a encouragé les migrants à financer l'extension du réseau sur fonds propre.

#### **4.1.3.2 L'AEP de Sélifely**

Le système d'AEP est localisé dans la commune rurale de Sahel, cercle de Kayes, région de Kayes. L'objectif de cette action est la réduction des maladies liées à l'eau par l'accès à une eau potable en qualité et en quantité. Le projet d'adduction d'eau potable (AEP) de Sélifely a été réalisé de Janvier 2013 à Février 2014 avec un budget de 90 863 000 FCFA

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**
  - **Dans la mise en œuvre du projet :**

Du début jusqu'à la fin des travaux, un représentant de la diaspora a séjourné au Mali, et s'est impliqué dans la gestion du projet à travers : le relais des informations à la diaspora et ses partenaires en France. Il a en outre participé à la prise de toutes les décisions concernant l'AEP et a fait des contributions de qualité lors des réunions autour de l'ouvrage.

La participation a consisté à être aux côtés de la communauté villageoise pour l'appuyer dans la compréhension du projet et le jeu de leur rôle. Ainsi, les attentes de la communauté ont été exprimées et prises en compte à tous les niveaux du processus de réalisation du projet.

Aux côtés de l'entreprise la diaspora a facilité le contact avec les populations et a souvent facilité les échanges par rapport à l'organisation du travail sur le terrain.

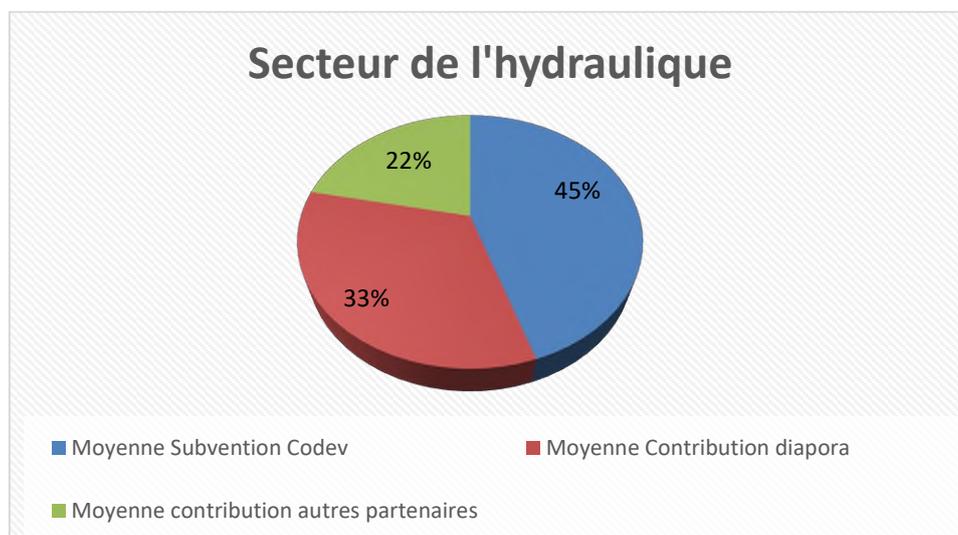
- **Dans le suivi du projet :**

Le projet est issu de l'AP3 de la CTC en 2013. La diaspora est dans la période de suivi post réalisation. Aussi, il est permis de constater que la diaspora accorde une place de choix au renforcement du comité villageois de gestion de l'AEP qui a été mis en place. De même, la diaspora accorde une place de choix dans le processus d'autonomisation financière du comité de gestion de l'eau potable. Elle estime que l'investissement très important doit vite se rentabiliser afin qu'elle puisse au moins faire face aux charges d'amortissement.

- **Résultats obtenus :**

L'AEP est renforcée et fonctionne mieux. Aussi, il faut mettre l'accent sur une meilleure satisfaction des besoins en eau des populations avec un comité de gestion mieux formé et plus dynamique, tout cela a encouragé les parties (diaspora et population) à investir davantage dans la sécurisation du réseau en 2014.

**Figure n°3** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur de l'hydraulique



Le diagramme met en évidence la part élevée de la contribution hors subvention qui est de 55% pour la diaspora et autres partenaires et qui dépassent cette fois l'apport de la CTC.

Cela se traduit par le fait que lorsque le budget est très élevé l'effort de la diaspora progresse de manière significative. Du coup ce montant accroît l'incertitude à mobiliser les ressources financières dans un contexte de crise internationale.

#### **4.1.4 Le secteur du désenclavement**

Le secteur du désenclavement est le moins nanti de la décentralisation à cause du fait que le montant des investissements est souvent hors de portée des collectivités locales.

##### **4.1.4.1 La piste rurale de Kembé**

Le Projet de désenclavement du village de Kembé. Il est situé dans la commune de Diakon, cercle de Bafoulabé, région de Kayes. L'objectif du projet est de permettre au village de Kembé d'avoir un accès sûr en toute saison au goudron Bamako-Dakar. Ainsi les déplacements

normaux, les évacuations sanitaires seront facilitées en toute saison et les coûts de transport seront plus bas. Le projet a été réalisé durant le premier semestre de l'année 2009 avec un budget qui s'élève à 48 804 050 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

L'association de la diaspora de Kembé en France « KembéKapé » a été créée en 1987. Elle regroupe plus de 250 adhérents. Son siège est à 4, rue des alouettes, 94 140 Alfortville.

Les migrants ont joué un rôle primordial. Etant à l'initiative du projet, en plus de la mobilisation des partenaires techniques et financiers, la diaspora a participé à toutes les étapes du projet à travers un ou plusieurs représentants. Il faut noter également que l'association a participé au financement des écoles de 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> cycle, du CSCOM, et plusieurs petites actions ponctuelles.

- **Dans le suivi du projet :**

Présence de retraités dans le comité de gestion de la piste. Ces derniers étaient en France au moment de la recherche de financement du projet. Mobilisation à distance pour le suivi et l'entretien de la piste.

- **Résultats obtenus :**

La piste a été aménagée au niveau des passages difficiles avec des radiers, des dalots, des ponts et des recharges. L'ouvrage existe depuis 2009 et a fait l'objet d'entretiens réguliers par les populations. Le village est bien désenclavé en toute saison. Comme impact, il faut souligner l'amélioration des conditions de vie des populations. Désormais des véhicules de transport stationnent dans le village. L'exercice réussi du projet a permis à la diaspora de lancer un projet de barrage dont la réalisation est en cours avec le partenaire financier : la CTC et d'autres partenaires techniques et financiers intervenant dans la zone. Le même schéma de mobilisation des populations a été reproduit. Kembé est devenu un carrefour pour tout le « Khasso » et le « Soroma ». Tous les voyageurs passent par Kembé avec l'aménagement de la piste et surtout en saison pluvieuse, la piste de Kembé étant le seul passage facile en cette période.

Les principaux partenaires à l'extérieur : Les principaux partenaires de l'association en France sont le conseil général, le secours populaire et Essonne Sahel.

#### **4.1.4.2 La piste rurale de Soninké Mountan**

La piste rurale de Soninké Mountan est située dans la commune de Fatao, cercle de Diéma, région de Kayes. L'objectif de l'aménagement de cette piste est de permettre au village de

Soninké Mountan et son hameau d'avoir accès en toute saison à la route latéritique Fatao/Kagoro Mountan. Ainsi les déplacements normaux, les évacuations sanitaires seront facilitées en toute saison et les coûts de transport seront revus à la baisse. Le projet a été réalisé d'Octobre 2011 à Décembre 2012 pour cout un total de 65 029 770 FCFA

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

L'association de la diaspora de Soninké Mountan est constituée des Ressortissants Maliens du village de Mountan Soninké en France : ARMVMSF. Elle a été créée en 1998. Son siège est 12 rue, Groupe Minouchai, 94 400 Vitry sur Seine.

Un responsable de l'association de la diaspora a été mis en mission sur le terrain au moment des travaux. Il a joué un rôle déterminant dans la sensibilisation des populations pour la participation physique. Il a surtout été l'interface avec les partenaires du projet en France (bailleurs, partenaires techniques). Il a joué un rôle important dans la mobilisation de l'apport de la diaspora et de celui des partenaires défaillants.

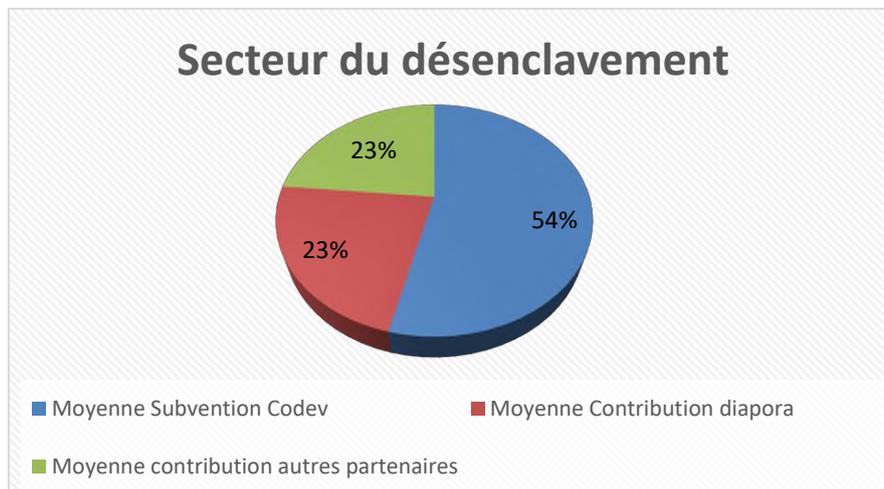
- **Dans le suivi du projet :**

Il faut signaler la présence de retraités dans le comité de gestion de la piste. Ces derniers étaient en France au moment de la recherche de financement du projet. Mobilisation à distance pour le suivi et l'entretien de la piste.

- **Résultats obtenus :**

La piste est réalisée avec des radiers. Le village est désenclavé et l'accès est facile en toute saison. Depuis l'inauguration de la piste, il y a toujours des véhicules de transport en commun qui font la liaison entre Soninké Mountan et les autres localités. Les populations n'ont plus besoin de se rendre ailleurs pour emprunter les véhicules de transport. Les approvisionnements en divers produits sont plus faciles de même que les évacuations sanitaires. La présence des véhicules sur place et le bon état de la piste ont contribué à baisser les coûts de transport.

**Figure n°4** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur du désenclavement



Dans ce diagramme il faut remarquer que l'apport de la diaspora et autres partenaires est élevé soient un total de 46%. La diaspora a contribué avec le même montant que les autres partenaires soient 23% chacun et réduisant le pourcentage de la subvention à 54%.

#### **4.1.5 Le secteur économique**

##### **4.1.5.1 Le projet de géo béton de Siby**

Ce projet est situé dans la commune rurale de Siby, cercle de Kati, région de Koulikoro. Il a pour objectif de développer l'usage de matériaux locaux pour une construction durable et moderne. Le projet a été réalisé d'octobre 2010 à septembre 2011 avec un budget de 29 400 000 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**
  - **Dans la mise en œuvre du projet.**

Le partenaire du projet est l'Association pour le développement de la commune de Siby en France. Elle travaille avec l'ONG ACAD, Raymonville St Agnès, jumelle de la commune de Siby. Précisément dans le présent projet, les migrants ont été faiblement impliqués dans la mise en œuvre. Ils sont les clients potentiels de la coopérative et ont payé leurs participations financières. Ils ont toutefois tenu à jouer un rôle dans la mise en place de la coopérative et sont membres de son comité de surveillance.

- **Résultats obtenus :**

Trente-cinq (35) jeunes ont été formés, une coopérative a été mise en place, des équipements disponibles, des chantiers de construction de maison ont été exécutés. Il faut noter que de nouveaux types de construction existent dans la zone avec de nouvelles compétences (production et construction en géo béton).

##### **4.1.5.2 Le bas fond de bougoutintin balandougou**

Le Projet est Localisé dans la commune de Lakamané, cercle de Diéma, région de Kayes.

Il a pour objectif de contribuer au développement de l'agriculture familiale, par l'aménagement d'une zone agricole de 115 ha dans le bas fond situé entre les deux villages de Bougoutintin et Balandougou. Le projet a été réalisé d'octobre 2011 à Décembre 2012 avec un budget total de 57 974 882FCFA.

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet**

L'association de la diaspora de Bougoutintin et Balandougou en France joue un rôle important dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité alimentaire à travers notamment l'école, la pharmacie, les magasins de céréales.

- **Dans la mise en œuvre du projet :**

Au démarrage du projet pour la réalisation du bas fond, les migrants se sont mobilisés pour envoyer un des leurs dans le cadre des missions de la diaspora prévues et prises en charge par le projet. Cette visite a eu pour effet de renforcer la confiance de la diaspora dans le projet et d'en rapporter les avancées aux partenaires impliqués tels que l'association Essonne Sahel.

- **Dans le suivi des projets :**

A la fin du projet du Codéveloppement, la diaspora a continué un appui technique et financier qui se traduit par la dotation en intrants agricoles, la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour l'accompagnement des exploitants, etc.

- **Résultats obtenus :**

Le bas-fond a été aménagé, les producteurs ont été formés, mais l'ouvrage reste faiblement exploité de nos jours. Le projet a contribué à l'amélioration de la collaboration entre la collectivité locale, les populations locales et la diaspora, à travers un projet structurant pour les 2 villages.

#### **4.1.5.3 Le projet de périmètres maraichers de Dougouwolowila**

Le projet de réalisation des périmètres maraichers est localisé dans les villages de Bougouba, Dialado, Kawerla, Kérouané, Kolobo, cercle de Banamba, région de Koulikoro. Le projet a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la zone et diversifier les sources de revenus pour les femmes. Il a été réalisé durant la période d'Octobre 2011 à Novembre 2012 avec un budget de 38 444 876 FCFA.

- **Le Rôle de la diaspora dans la réalisation du projet :**

L'association de la diaspora de la commune de Dougouwolowila en France (ARDF) avec son principal partenaire extérieur qui est la commune de Gentilly en France a joué un rôle important dans ce projet.

- **Dans la mise en œuvre du projet**

La diaspora a été régulièrement informée sur le déroulement du projet par ses représentants basés à Bamako. Cette initiative lui a permis de se mobiliser et de mobiliser les ressources de ses membres pour la mise en place de ses contributions.

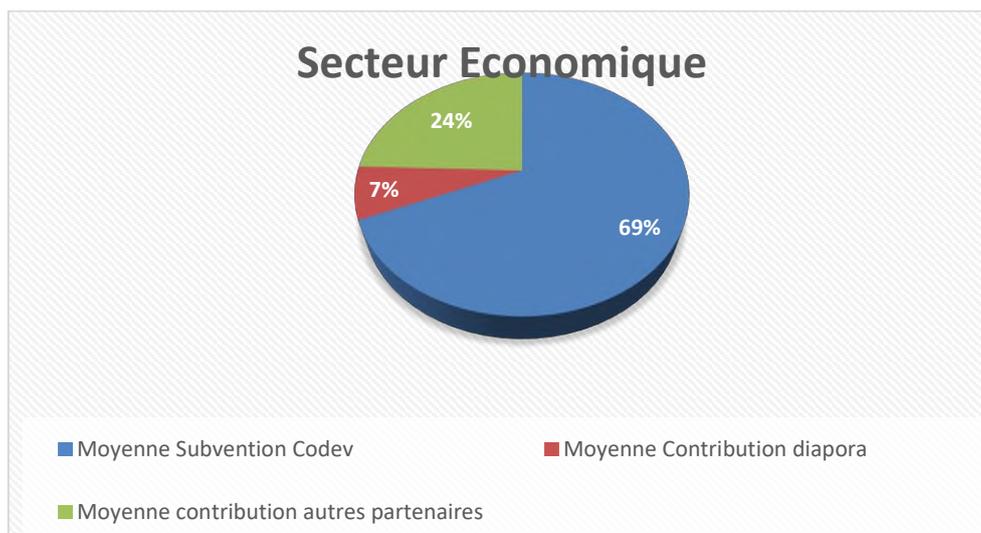
- **Dans le suivi des projets :**

Les actions de l'intervention de la diaspora à ce niveau sont faiblement perceptibles. Elles sont occultées par l'implication de la diaspora de la commune basée à Bamako. Il reste assez difficile de scinder l'action des deux groupes (ressortissants des communes basées à Bamako et actions de la diaspora).

- **Résultats obtenus :**

Tous les 5 périmètres ont été réalisés et livrés. Les cinq périmètres sont tous fonctionnels. L'ONG d'appui a assuré la formation et le suivi des productrices au démarrage du projet. La réalisation de ce projet a contribué à l'amélioration de la collaboration entre les populations locales et la diaspora à travers ce projet innovant pour le village. Le projet a aussi contribué au renforcement de la pratique du maraichage dans les villages de la commune. Les femmes se sont organisées en associations dans les autres villages non concernés par le projet pour répliquer cette initiative et quelques fois sur fonds propres ou avec des appuis locaux.

**Figure n°5** : Répartition budgétaire des contributions des acteurs pour le secteur économique



Le graphique indique nettement la part importante de la subvention dans la réalisation des projets. Ainsi nous faisons remarque que la CTC a financé ces projets à hauteur de 69 % contre 24% pour la diaspora et 7% pour les autres bailleurs.

#### **4.2. Analyse des résultats à court et moyen terme de la contribution de la diaspora dans le développement local**

A l'instar des pays de l'Asie et même des pays du Maghreb, le Mali tente de faire participer activement sa diaspora au processus de développement local. A cet effet, le Mali a élaboré une Politique nationale de migration (PONAM) en vue de remédier au défi lié à la question migratoire auquel il est confronté. La Politique nationale de migration (PONAM) est un projet ambitieux qui mobilise 120 milliards FCFA destinés essentiellement à deux volets : « la gestion des migrations dans le cadre des normes internationales et la volonté de mettre un lien entre la migration et le développement. A terme il s'agit de mettre en valeur des mécanismes qui favoriseront l'investissement de la diaspora et organiser un cadre légal de la migration.

##### **4.2.1. La mobilisation des représentants de la diaspora dans le suivi des projets de Codéveloppement.**

La mobilisation des représentants de la diaspora dans le suivi des projets a montré ses limites. La stratégie pour faire participer la diaspora au suivi est de charger son qui vient en congé au pays. La période des congés est relativement courte pour permettre à ce dernier de s'impliquer objectivement dans le suivi de la mise en œuvre du projet qui nécessite du reste des compétences techniques et du temps. Les représentants de la diaspora ont mis en place une stratégie pour pérenniser leurs interventions dans le processus de développement local notamment dans le domaine de l'humanitaire.

En comparaison avec le cas marocain et selon une revue française de référence sur les dynamiques migratoires, les principales avancées portent sur des éléments tels que la médiatisation et la diffusion suffisantes des différents programmes en direction de la diaspora marocaine ; la promotion des investissements des MRE en facilitant les démarches et l'accès au crédit ; la représentativité immédiate dans les différentes institutions législatives et consultatives ; la coordination entre les acteurs qui s'adressent aux MRE pour éviter la duplicité des activités et la malversation des fonds ; la communication permanente avec les institutions et les autorités locales ; l'usage de la méthodologie participative pour inclure les acteurs sociaux dans le processus de configuration des politiques afin que celles-ci puissent répondre aux besoins de façon concrète.

Pour le cas du Mali nous attendons de voir les avancées de notre PONAM pour atteindre ce

niveau d'implication de la diaspora malienne.

#### **4.2.2. La mobilisation des ressources financières pour payer la cote part de la diaspora**

La mobilisation des ressources financière de la diaspora suscite quelques interrogations même si nous n'avons pas de réponse spécifique pour apprécier cette stratégie. Qui doit être mobilisé parmi les membres de la diaspora pour payer la cotisation ? Comment inciter ces contributeurs ? A quelle fréquence cette mobilisation doit-elle se faire ?

Selon les responsables de la diaspora il y a un certain nombre d'acteur qui sont sollicités en cas de besoin. Tous les membres ne sont pas mobilisables

Dans un contexte de crise financière internationale et la montée de la xénophobie il est plus que nécessaire de trouver.

#### **4.3. Les contraintes et difficultés identifiées de l'intervention de la Diaspora**

- La sensibilisation des membres de la diaspora
- Les difficultés d'organisation de la diaspora dans les pays de la CEDEAO et de la CEMAC
- La mobilisation des ressources financières

#### **4.4. Les recommandations**

Pour la CTC :

- La CTC devra se donner les moyens de s'impliquer dans la sensibilisation, mobilisation et l'organisation de la diaspora en Afrique ;
- Diversifier les bailleurs de fonds pour le financement des projets de Codéveloppement ;
- Eviter les ruptures entre les différents programmes ;
- Contribuer à la formation des porteurs de projets au niveau des collectivités locales.

Pour le Ministère des maliens de l'Extérieur et de l'intégration africaine

- Développer les partenariats entre les gouvernants et les diasporas
- Confier aux consulats dans les différents pays la tâche de structurer les diasporas et les sensibiliser en ayant pris le soin de bien définir avec eux les objectifs de leur engagement
- Organiser des journées culturelles du mali dans les pays à forte concentration de maliens spécifiquement autour du thème de l'implication de la diaspora dans le développement du pays d'origine

## V. DISCUSSION ET ANALYSES

---

### **Migration et développement : l'expérience marocaine**

L'impact de la migration sur le développement renvoie à la problématique des liens des migrants avec les pays d'origine. Ces liens ont été affirmés depuis la Conférence internationale sur la population et le Développement du Caire en 1994 avec constance dans toutes les initiatives internationales relatives à la gestion multilatérale des migrants.

Dans un tel contexte, la contribution des Marocains résidant à l'étranger (MRE) au développement de leur pays et de leur région d'origine revêt pour le royaume du Maroc une importance stratégique.

La contribution des MRE au développement de la société marocaine se mesure à travers l'impact multidimensionnel qu'ils exercent au plan national et local.

**Au niveau économique**, le volume des transferts des MRE a connu une croissance continue depuis les années 1960 pour se situer à environ 9% du PIB, en 2010. Le Maroc est classé parmi les dix premiers pays au monde destinataires de transferts émanant des Diaspora.

Entre 1970 et 2010, le volume des transferts officiels a été multiplié par plus de 150, passant de 320 millions de DH en 1970 à environ 55 milliards DH en 2010.

Les transferts constituent la première source de devises du royaume. Ils couvrent 25% des importations, représentent 20% des recettes courantes de la balance des paiements et dépassent largement l'ensemble des investissements et prêts privés étrangers au Maroc. Selon les informations disponibles les transferts se répartissent entre la consommation des ménages (71%) et les dépôts bancaires (21%).

Par ailleurs l'épargne des MRE représente 25% des dépôts du système bancaire, soit environ 90 milliards de dirhams répartis sensiblement à égalité entre les dépôts courants et les dépôts à terme.

Dans la plupart des cas les transferts de fonds individuels jouent le rôle de filet de sécurité sociale et servent rarement à des investissements productifs.

**Sur le plan social**, l'émigration a permis et permet toujours de pallier dans une certaine mesure les effets négatifs du déficit de développement de certaines régions du Royaume à travers notamment l'absorption d'une partie de la main d'œuvre disponible. Elle constitue à ce titre un

## Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

facteur indéniable de régulation du marché de l'emploi en agissant directement sur le volume de la population active que le marché national ne peut pas satisfaire.

Par-delà les retombées macroéconomiques si importantes des transferts, il existe d'autres formes, moins visibles et moins quantifiables, de contribution au processus de développement que l'on peut résumer comme suit :

- Les MRE réalisent dans leur région d'origine des microprojets d'infrastructures et d'équipements de première nécessité, indispensables pour les populations locales
- Ils investissent également dans d'autres domaines et tout particulièrement les nouvelles technologies de l'information et de la communication, secteur où ils détiennent un fonds d'expertise et de bonnes pratiques qu'ils mobilisent utilement au service de leur région
- Les MRE contribuent également à la réussite de la coopération décentralisée. Celle-ci est par définition initiée et mise en œuvre par les collectivités territoriales. A ce niveau, les MRE servent de catalyseur et de force de proposition pour des projets de développement dans leur région d'origine en plaidant la cause auprès des autorités locales dans les pays de résidence. Ce rôle d'intercesseur dynamique est apprécié autant par les pays d'accueil que par les pays d'origine. Il est également facilité par la double citoyenneté, la double culture, et la double appartenance en somme dont les MRE sont porteurs.

De nombreux regroupements en Associations de MRE hautement qualifiés s'effectuent aujourd'hui, offrant un potentiel de coopération dans différents domaines. Ces associations s'investissent dans des actions de terrain au service de la collectivité d'origine selon deux modes opératoires.

Le premier est constitué par des collectifs de migrants issus d'un même village ayant préservé des relations étroites et solidaires à l'étranger. Le second est celui des ONG des migrants ou organisation de solidarité internationale issue de l'immigration (OSIM). Les deux formules apportent l'appui et les mesures d'accompagnement aux collectifs de migrants dans leurs démarches et fournissent une interface auprès des bailleurs de fonds.

Ces ONG agissent dans différents domaines tels que la réparation des pistes, la restauration des monuments historiques, le creusement de puits, l'achat de matériel roulant pour les collectivités

## Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

locales, la construction d'écoles, l'équipement de dispensaires...etc.

La migration ne favorise pas toujours le développement. Des difficultés conjoncturelles multiples ou des contextes spécifiques dans les pays d'accueil peuvent en effet, impacter négativement le lien entre migration et développement. C'est ainsi que la crise mondiale a mis en exergue la vulnérabilité de certains migrants marocains et surtout les migrants récents. Les difficultés consécutives à la crise se résument comme suit :

- Le chômage massif parmi les migrants dû au fait qu'ils sont concentrés dans les secteurs les plus durement touchés par la crise, comme la construction, l'industrie et le tourisme et par la mise en œuvre d'une manière ou d'une autre du principe de la préférence nationale en cas de licenciements collectifs
- La dégradation des perceptions des migrants dans les sociétés d'accueil. Ils sont désignés comme des boucs émissaires pour les pertes d'emploi. Il en résulte un débat dont l'intensité et la teneur sont souvent corrélées au nombre d'étrangers présents dans chaque état
- L'immigration est présentée par les partis d'extrême droite comme une menace pour la sécurité et la cohésion nationale. Sous l'influence de ces partis qui ont réussi à imposer leur agenda dans bon nombre des pays du Nord, un consensus émergeant s'est construit au sein de l'opinion publique des Etats d'accueil sur le rejet d'immigration restrictive.

L'impact de la contribution des MRE au plan local est tributaire de la délégation à la région des compétences substantielles pour la gestion des affaires locales y compris les questions migratoires sur la base du principe de la subsidiarité. Il dépend également de la capacité des différents acteurs à faire de leur région un espace économique attractif donnant envie et arguments aux cadres de la région de la servir et à ceux qui ont émigré d'y revenir. L'environnement favorable des affaires, le niveau et la qualité de la vie, les perspectives professionnelles prometteuses et la sécurité de l'emploi comptent parmi les facteurs déterminants d'attraction.

Dans l'action de mobilisation des pouvoirs publics pour maintenir et faire revenir dans le pays la main d'œuvre et des cadres qualifiés, il y a lieu de mettre en place une structure dédiée pour assurer le pilotage de la coordination et de la convergence des politiques sectorielles en vue de faire travailler ensemble les opérateurs économiques, les acteurs des sociétés civiles et toutes

les forces vives de la région. L'objectif recherché étant de créer les synergies et les complémentarités nécessaires au service de projets collectifs garant d'un développement local authentique et durable.

Dans cette démarche collective de mobilisation, les MRE peuvent tenir une grande place et jouer un rôle déterminant. Le succès de leurs projets d'investissement au service du développement réside en grande partie dans la bonne gouvernance. Cette exigence implique notamment, des acteurs engagés et responsables, une information disponible et fiable, un climat des affaires favorable grâce à des règles de jeu claires, déployées dans un cadre de coopération novateur impliquant les MRE, les autorités régionales et le cas échéant leurs homologues dans le pays d'accueil.

**Dans la perspective de la comparaison du rôle de la diaspora dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des différents projets.** Nous avons en vue de confronter deux cas ici. Le Cas des Marocains Résidents à l'étranger et celui des maliens de la diaspora.

Cette étude nous a permis de constater que, de même qu'au Mali, certainement pas dans des proportions financières similaires, les Marocains de la diaspora réalisent dans leur région d'origine des microprojets d'infrastructures et d'équipements de première nécessité, indispensables pour les populations locales.

Les investissements de la diaspora Malienne dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne sont pas encore très documentés. C'est peut être un secteur qui n'est pas très expérimenté.

Cette étude nous montre également que, tout comme les Marocains résidents à l'Etranger, les maliens de la Diaspora contribuent également à la réussite de la coopération décentralisée. A ce niveau, les MRE de même que les maliens de la diaspora servent de catalyseur et de force de proposition pour des projets de développement dans leur région d'origine en plaidant la cause auprès des autorités locales dans les pays de résidence. Ce rôle d'intercesseur dynamique est apprécié dans le cas malien comme dans celui du Maroc, autant par les pays d'accueil que par les pays d'origine. Il est également facilité par la double culture, et la double appartenance en somme dont les MRE et les maliens de la diaspora sont porteurs.

De nombreux regroupements en Associations de MRE et des maliens de la diaspora s'effectuent aujourd'hui, offrant un potentiel de coopération dans différents domaines. Ces associations

s'investissent dans des actions de terrain au service de la collectivité d'origine selon deux modes opératoires.

Le premier est constitué par des collectifs de migrants issus d'un même village ayant préservé des relations étroites et solidaires à l'étranger. Le second est celui des ONG des migrants ou organisation de solidarité internationale issue de l'immigration (OSIM). Les deux formules apportent l'appui et les mesures d'accompagnement aux collectifs de migrants dans leurs démarches et fournissent une interface auprès des bailleurs de fonds.

Ces ONG, au Mali et au Maroc agissent dans différents domaines tels que la réparation des pistes, la restauration des monuments historiques, le creusement de puits, l'achat de matériel roulant pour les collectivités locales, la construction d'écoles, l'équipement de dispensaires...etc.

La migration ne favorise pas toujours le développement. En effet, des difficultés conjoncturelles multiples ou des contextes spécifiques dans les pays d'accueil peuvent impacter négativement le lien entre migration et développement. C'est ainsi que la crise mondiale a mis en exergue la vulnérabilité de certains migrants marocains et maliens et surtout les migrants récents. Deux difficultés majeures consécutives à la crise qui se dégagent porterait sur

- Le chômage massif parmi les migrants car ils sont concentrés dans les secteurs les plus durement touchés par la crise, comme la construction, l'industrie et le tourisme
- L'immigration, présentée par les partis d'extrême droite comme une menace pour la sécurité et la cohésion nationale.

## VI. CONCLUSIONS

---

L'étude nous a permis de constater que dans la pratique, la part financière mobilisée par la diaspora dans la mise en œuvre des projets dépasse le plus souvent le montant initial, soit parce que certains bailleurs n'ont pas tenu leurs engagements, soit parce que d'autres imprévus sont apparus en cours d'exécution. *L'intervention de la diaspora en plus du caractère incitatif des autres bailleurs est une soupape de sécurité qui garantit la réalisation complète des projets.*

A cet effet, elle dispose d'assez de moyens pour infléchir les positions des bénéficiaires dans le sens de leur mobilisation et de la bonne exécution des projets. Son rôle de contrôle citoyen et de mobilisateur mérite donc d'être renforcé en lui accordant une présence officielle régie par

## Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

une convention reconnue et signée par les principales parties.

Dans le cadre du suivi des projets, différentes situations se présentent en fonction des secteurs d'intervention. En effet, dans les secteurs sociaux comme l'éducation et la santé, où le pouvoir public (Etat et Collectivité) est présent, la relève est plus ou moins assurée au bout d'un certain temps en matière de fonctionnement. Cependant, les investissements lourds (grosses réparations, extensions,...) demandent toujours l'apport de la diaspora. Dans les domaines de l'eau potable, du désenclavement et des investissements productifs, la relève est moins assurée par les pouvoirs publics. Les populations bénéficiaires et les structures privées assurent avec plus ou moins de réussite la pérennité des actions. La diaspora répond mieux aux sollicitations pour les investissements lourds de réparation ou d'extension dans les secteurs du désenclavement et de l'eau potable que dans le secteur productif surtout lorsque les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes comme c'est le cas le plus souvent.

Qu'on soit à la mise en œuvre ou en suivi, le rôle de la diaspora reste encore déterminant dans la bonne réalisation des projets et dans leur pérennisation. D'où la nécessité de mieux formaliser ce rôle et de renforcer les capacités de la diaspora à mieux l'assumer.

Les pouvoirs publics n'arrivent pas à réunir les capacités financières nécessaires pour assurer pleinement la relève dans les projets sociaux et les projets pouvant générer des ressources peinent à se pérenniser sans apport extérieur.

Dans la perspective d'une plus grande valorisation de la contribution de la diaspora les pouvoirs publics doivent mettre en place une structure de coordination des politiques sectorielles en vue de faire travailler ensemble les opérateurs économiques, les acteurs des sociétés civiles et toutes les forces vives.

Le succès des projets d'investissement des Maliens de la diaspora au service du développement du mali réside en grande partie dans la bonne gouvernance. Cette exigence implique notamment, des acteurs engagés et responsables, une information disponible et fiable, un climat des affaires favorable.

## Bibliographie

- Réunion sur l'intégration de la migration dans le développement, Rome, les 2 et 3 octobre 2014
- Rapport Etude de Capitalisation rôle de la diaspora dans la mise en œuvre et le suivi des projets de DL PAC CTC Juillet 2014
- Cahier Technique étude de capitalisation des pratiques de la diaspora dans le développement local CTC PAC septembre 2013
- Communication sur les migrations dans le monde Seydou KEITA juillet 2013
- Communication sur les pratiques migratoires (migration régulière) Bamako juillet 2013
- Communication sur l'implication de la diaspora dans le développement local CTC Juillet 2013
- Communication sur les transferts de fonds et les investissements des migrants\_CT\_Salia Bko Juillet 2013
- Exposé liminaires sur les dispositifs de soutien Yéra Dembélé Février 2013
- Diaspora\_malienne\_et\_developpement\_2009
- La migration facteur de développement\_la région de Kayes\_ACCUEILLIR No 252 • décembre 2009
- La problématique de la migration en Afrique\_le cas du Mali mai 2008
- Rapport sur les Transferts des Fonds des Migrants-BAD 2007
- Les diasporas ouest africaines, agents de développement septembre 2006
- Migration et développement économique Focus sur l'expérience menée avec les ressortissants maliens de France Février 2006
- Rapport 50 villages FSP CODEV MALI 2004
- Rapport général Epargne des migrants FSP CODEV 2004
- Le Codéveloppement de la pratique à la politique\_Mémoire de Master 2 Pro.

### **Sites internet**

Consulté le 28 novembre 2017

<https://www.google.com/search?q=Migration+et+developpement%3A+1%27exp%C3%A9rience+marocaine&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b-ab>

## VII. ANNEXES

---

### **ANNEXE 1 : Modèle de convention de mise en œuvre, d'exploitation, de gestion et d'entretien des investissements**

*NB : une convention globale peut être établie entre la diaspora et ses partenaires locaux et des conventions spécifiques par projet peuvent en découler au fur et à mesure.*

Préambule

Les parties en présence

Le bénéficiaire représenté par les organes désignés

La diaspora représentée par

La commune représentée par

**Article 1** : objet de la convention

**Article 2** : durée de la convention

La convention est établie pour une durée de 3 ans renouvelables (ou sur toute la phase de mise en œuvre et deux ans dans la phase de suivi).

**Article 3** : rôles et responsabilités des bénéficiaires

Entre autres, la convention doit mentionner :

Les rôles et responsabilités dans :

l'entretien et la réparation réguliers des investissements

la mise en place d'outils de gestion adéquats

l'établissement à temps du bilan des activités : bilan financier, bilan technique

l'information régulière après sollicitation ou pas et par écrit de la diaspora et de la commune sur le bilan, le fonctionnement d'ensemble de l'investissement

**Article 4** : rôles, responsabilités et droits de la diaspora

**Article 5** : rôles, responsabilités et droits de la commune

**Article 6** : les canaux de communication

Supports, moyens, périodicité, les circuits autorisés

**Article 7** : Contrôle de gestion

Prévoir des audits annuels indépendants

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

**Article 8** : Révision de la convention

**Article 9** : résiliation et litiges

**Article 10** : entrée en vigueur

Entrée en vigueur à sa signature par les deux parties

**Article 11** : supervision de l'application de la convention

La supervision de l'application de la convention est confiée au service technique en charge du domaine sur le territoire (médecin chef du centre de santé de référence dont relève l'aire de santé du CSCOM, service local d'agriculture pour les projets d'agriculture, Directeur du CAP pour les écoles, service local des Travaux publics pour le désenclavement,...)

**ANNEXE 2 : Cahier de charge des missions de lancement et de réception provisoire.**

Etape	Dispositions à prendre	Acteurs souhaités
Lancement des travaux	<p>Echanger avec les prestataires retenus de la nécessité de la qualité des services et du respect des délais : passer en revue le contenu de leurs contrats respectifs</p> <p>Passer en revue les différentes dispositions prises autour de la mobilisation des différents partenaires et leurs rôles respectifs : mobilisation physique de la communauté bénéficiaire, appui de l'Etat,...</p>	<p>Communautés bénéficiaires : responsables</p> <p>Maître d'ouvrage et maître d'ouvrage délégué s'il y en a</p> <p>Prestataires engagés</p> <p>La diaspora</p> <p>La CTC</p> <p>Services techniques de l'Etat en charge des domaines</p> <p>Tutelle pour acter l'engagement de l'Etat à avoir un regard sur les opérations et à suivre sa pérennisation</p> <p>Représentant des autres bailleurs dans la mesure du possible.</p>
Réception provisoire des ouvrages	<p>Appréciation de la qualité des ouvrages</p> <p>Passer en revue les dispositions prises pour l'exploitation et la pérennisation des investissements</p> <p>Présentation du contenu de la convention entre la diaspora, l'organe de gestion de l'investissement et la commune.</p> <p>Présentation du rôle des différents acteurs dans l'exploitation, la gestion et la pérennisation de l'investissement, notamment les bénéficiaires, la diaspora, la commune et l'Etat (services techniques, tutelle).</p>	<p>Communautés bénéficiaires : responsables</p> <p>Maître d'ouvrage et maître d'ouvrage délégué s'il y en a : commune, bénéficiaires ou autres</p> <p>Prestataires engagés</p> <p>La diaspora</p> <p>La collectivité (commune)</p> <p>La CTC</p> <p>Services techniques de l'Etat en charge des domaines</p> <p>Tutelle pour acter l'engagement de l'Etat à avoir un regard sur les opérations et à suivre sa pérennisation</p>

Valorisation de la contribution de la diaspora malienne dans le développement local : cas du codéveloppement

	<p>Présentation de la convention d'exploitation, de gestion et de pérennisation des investissements signée entre la diaspora, les bénéficiaires et la commune.</p>	<p>Représentant des autres bailleurs dans la mesure du possible</p>
--	--	---